

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Plan-Colombie-Les-veritables-objectifs>

Le Plan Colombie : Les véritables objectifs

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 14 avril 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En 1999, la Colombie se transforme en principal récepteur d'aide militaire et policière des Etats-Unis, remplaçant la Turquie (Israël et l'Egypte entrant dans une catégorie à part). Cette situation s'accrût de façon marquée avec l'approbation du Plan Colombie de Clinton, un train « d'aide d'urgence » de un milliard six cents millions de dollars sur deux ans. Pendant les années 90, la Colombie a été le principal récepteur latino-américain d'aide américaine et a cumulé la pire historique en droits humains en une corrélation bien établie.

Déjà que, souvent, nous pouvons apprendre des patrons de façon systématique, concentrons-nous pour le moment sur le champion antérieur, la Turquie. En sa qualité d'allié militaire important et bastion stratégique des Etats-Unis, la Turquie a reçu une aide militaire importante depuis les débuts de la guerre froide. Mais les livraisons d'armes commencèrent à augmenter de façon marquée en 1984, sans relation aucune avec la guerre froide. Au contraire, en cette année, la Turquie commença une campagne de contre insurrection à grande échelle dans la région kurde du sud-est, qui est aussi le site des plus grandes bases aériennes des Etats-Unis, et un point de surveillance régional, ce qui fait que tout ce qui se produit là est connu de Washington. Les livraisons d'armes connurent leur pointe en 1997, dépassant celles de toute la période 1950-1983. Les armes américaines totalisèrent 80% de tout l'équipement militaire turc, incluant l'armement lourd (avions, tanks, etc.).

En 1999, la Turquie avait supprimé, en grande partie, la rébellion kurde au moyen de la terreur et du nettoyage ethnique, avec comme résultat 2 à 3 millions de réfugiés et 3 500 villages détruits (7 fois plus qu'au Kosovo sous les bombes de l'OTAN) et des dizaines de milliers de morts. Le flux massif d'armes sous l'administration Clinton n'était pas si nécessaire afin d'atteindre ces objectifs. La Turquie pouvait encore être choisie afin de louer ses « expériences positives » qui démontraient comment de fortes mesures antiterroristes, jointes au dialogue politique avec les groupes opposants non terroristes, peuvent surmonter la plaie de la violence et des atrocités, selon ce que nous enseigne l'article principal du New York Times, en relation au dernier rapport annuel du Département d'Etat décrivant « les efforts de l'administration pour combattre le terrorisme » .

Cependant, malgré le grand succès obtenu par un des terrorismes d'Etat les plus extrémistes des années 90, les opérations militaires continuèrent pendant qu'on niait aux kurdes les droits les plus élémentaires. Le premier avril, dix mille hommes de troupe initièrent de nouvelles opérations terrestres dans les zones les plus dévastées par les campagnes de terreur turc-américaines des années antérieures, et lancèrent une autre offensive de plus dans le nord de l'Irak contre les forces guérillas kurdes - dans la zone d'exclusion où les kurdes se trouvent protégés par la force aérienne des Etats-Unis de son (pour le moment) équivoque oppresseur. Au moment où ces campagnes commençaient, le Secrétaire à la Défense, William Cohen, se dirigeait au Conseil turc-américain à l'occasion d'une fête, avec rires et applaudissements à foison, selon l'information du gouvernement. Cohen loua, apparemment sans rougir, la Turquie d'avoir participé au bombardement humanitaire en Yougoslavie, et annonça que la Turquie était invitée à la co-production du nouvel avion Joint Strike, comme il en avait été auparavant avec le F-16, qu'ils avaient utilisé, comme loyal membre de l'OTAN, avec de si remarquables résultats, dans les variétés d'atrocités autorisées et le nettoyage ethnique sur son propre territoire.

En Colombie, cependant, les militaires armés et entraînés par les Etats-Unis n'ont pas réussi à écraser la résistance intérieure, de telle sorte qu'on continue de produire l'habituel nombre d'atrocités. Chaque année, quelque 300 000 nouveaux réfugiés sont expulsés de leur zone, avec un résultat approximatif de 3 000 morts et plusieurs horribles massacres. La grande majorité des atrocités est attribuée aux forces paramilitaires (extrême droite), lesquelles sont étroitement liées aux militaires, comme il a été démontré, une fois de plus, en février 2000 par Human Right Watch, et en avril de la même année par une étude de l'ONU. Ce dernier rapport montre que les forces de sécurité, qui sont en grande partie renforcées par le Plan Colombie, maintiennent une relation intime avec les escadrons de la mort, organisent les forces paramilitaires et participent à leurs massacres, directement ou simplement en ne les empêchant pas et, de cette façon, « ont sans doute permis aux groupes paramilitaires d'atteindre leur objectif d'extermination » . La Commission Colombienne de Juristes informait, en septembre 1999, que le taux d'assassinats avait augmenté de près de 20% par rapport à l'année précédente, et que la proportion attribuable aux paramilitaires

avait augmenté de 46% à 80% entre 1995 et 1999. La Commission de Défense du Peuple informa d'une augmentation de 68% dans les massacres de la première moitié de 1999, en comparaison avec la même période en 1998, atteignant plus d'un massacre par jour, attribué, de façon accablante, aux paramilitaires.

Nous pouvons rappeler que dans les premiers mois de 1999, pendant que les massacres se produisaient en Colombie à raison de plus d'un par jour, au Timor Oriental aussi il y eut un accroissement dans les atrocités (massacres inclus) réalisées par des commandos indonésiens armés et entraînés par les Etats-Unis. Dans les deux cas la réponse fut exactement la même qu'en Turquie : appuyer les assassins. Il y eut aussi un massacre à Racak, au Kosovo, le 15 janvier, qui inspira une telle horreur aux humanistes occidentaux qu'il fût nécessaire de bombarder la Yougoslavie dix semaines plus tard, avec l'expectative, rapidement confirmée, que la conséquence serait une augmentation marquée des atrocités. Le torrent accompagnateur d'auto félicitation, qui possède peu ou aucune contre-partie, souligna une « nouvelle ère » dans les affaires humaines dans lesquelles les « états éclairés » se dédieraient à la défense des droits humains. Laisant de côté les véritables faits reliés au Kosovo, le spectacle fut facilité, en grande partie, par le silence ou le mensonge au sujet de la participation des mêmes puissances aux atrocités comparables ou pires, exactement à la même période.

Revenant à la Colombie, d'évidents activistes des droits humains continuent de fuir à l'extérieur sous les menaces de mort, incluant maintenant le Père Javier Giraldo, le valeureux directeur de Paix et Justice, le groupe de base dans l'Eglise Catholique, lequel a joué un rôle remarquable dans la défense des droits humains. La AFL-CIO, centrale syndicale des Etats-Unis, informe que plusieurs syndicalistes sont assassinés chaque semaine, la majorité par les paramilitaires appuyés par les forces de sécurité du gouvernement. Le déplacement forcé a augmenté de 20% par rapport à l'année antérieure, et s'était accru dans quelques-unes des régions en 1999, selon Human Right Watch. Après le Soudan et l'Angola, la Colombie possède maintenant la troisième plus grande population de déplacés dans le monde.

Acclamée comme démocratie leader par Clinton et d'autres leaders et commentateurs politiques aux Etats-Unis, la Colombie a permis, à la fin, qu'un parti indépendant (Union Patriotique, UP) défie le système élitiste bipartite. L'Union Patriotique, formée en partie par des membres de la guérilla des FARC, affronta cependant certaines difficultés, incluant le rapide assassinat de 3 000 militants candidats présidentiels, maires et parlementaires. Les résultats renseignent les guérilleros sur les conséquences d'une intégration au système politique. Washington, aussi, tira des enseignements de ceux-ci et de d'autres événements de la même période : l'administration Clinton était particulièrement impressionnée par le travail du président César Gaviria, lequel présida à l'accroissement du terrorisme d'Etat, et donna impulsion (certains disent imposa) à ce que l'Organisation des Etats Américains (OEA) l'accepte comme Secrétaire Général sur le fait que : « il a oeuvré énergiquement à la construction d'institutions démocratiques dans un pays où, souvent, cela était dangereux », ce qui est sûrement vrai, en grande mesure par les actions de son gouvernement. Une raison plus significative est peut-être qu'aussi : « il donna impulsion ...à des réformes économiques en Colombie et en relation avec l'intégration hémisphérique », paroles codées facilement interprétables.

Pendant ce temps, de honteuses conditions socio-économiques persistaient, laissant une grande partie de la population dans la misère dans un pays riche, possédant une concentration de richesse et une haute possession en terre, même pour les paramètres latino-américains. La situation empira dans la décade des années 90 comme résultat des réformes néo-libérales rendues légales par la Constitution de 1991. La Constitution a réduit encore plus la participation effective de la société civile au développement politique, pendant qu'en Amérique Latine en général « les réformes néo-libérales ont donné naissance à des niveaux alarmants de pauvreté et d'inégalités », approximativement 55% de la population colombienne vit sous le seuil de pauvreté, et cette situation a empirée par la crise aiguë dans l'agriculture, laquelle est aussi un effet du programme néo-libéral. (Arlene Tickner, Current History, février 1998) .

Le respecté président du Comité Colombien pour les Droits Humains, l'ex-ministre des Affaires Extérieures Alfredo

Vasquez Carrizosa, écrit que « c'est la pauvreté et la réforme agraire insuffisante qui a fait de la Colombie un des pays les plus tragiques de l'Amérique Latine », si bien qu'en plusieurs lieux « la violence a été exacerbée par des facteurs extérieurs », principalement les initiatives de l'administration Kennedy, laquelle s'est efforcée de transformer nos armées en brigades de contre insurrection.

Ces initiatives introduisirent ce qu'en Amérique Latine on connaît comme la Doctrine de la Sécurité Nationale, laquelle ne s'occupe pas de la défense face à un ennemi extérieur mais bien plus face à un ennemi intérieur. La nouvelle stratégie des escadrons de la mort offre aux militaires de droit de combattre et d'exterminer les travailleurs sociaux, les syndicalistes, les hommes et les femmes qui n'appuient pas le statu quo, lesquels sont considérés comme des extrémistes communistes.

Comme partie de la stratégie de convertir les armées latino-américaines de la « sécurité hémisphérique » en celles de la sécurité intérieure - ce qui signifie la guerre contre la population locale - Kennedy envoya, en 1962, une mission militaire en Colombie commandée par le Général des Forces Spéciales William Yarborough. Il proposa des « réformes » afin de permettre aux forces de sécurité « qu'il soit nécessaire d'exécuter des activités paramilitaires, du sabotage et / ou du terrorisme contre des communistes connus » - les mêmes « extrémistes communistes » dont fait allusion Carizosa.

A nouveau, il est précieux de connaître plus amplement les patrons. Peu après, Lyndon Johnson amplifia la guerre au Vietnam de Sud - ce qu'on appelait ici « la défense du Vietnam », de telle sorte que la Russie étiqueta sa guerre contre l'Afghanistan « la défense de l'Afghanistan ». En janvier 1965, les Forces Spéciales des Etats-Unis au Vietnam du Sud reçurent l'ordre d'en finir avec les officiers contrôlés par le Vietcong (VC), incluant l'assassinat, et de façon générale pour utiliser des techniques de pacification telles que les embuscades, les assauts, les sabotages et la commission d'actes terroristes contre le personnel connu du VC, la contrepartie des « communistes connus » de Colombie.

Une Commission Gouvernementale Colombienne a conclu que la criminalisation de la protestation sociale est un des principaux facteurs qui permet et stimule la violation des droits de l'homme par les autorités militaires et policières, et leurs collaborateurs paramilitaires. Il y a dix ans, lorsque la terreur étatique appuyée par les Etats-Unis allait augmentant de façon prononcée, le Ministre de la Défense appela à une guerre totale sur les terrains politique, économique et social, pendant qu'un autre haut officier militaire expliquait que les guérillas avaient une importance secondaire : « le danger réel est ce que les insurgés ont appelé la guerre politique et psychologique, la guerre pour le contrôle des éléments populaires et pour la manipulation des masses ». Les « subversifs » espèrent influencer les syndicats, les universités, les médias de communication, etc. « Chaque individu qui, d'une façon ou d'une autre, appuie les objectifs de l'ennemi, doit être considéré comme un traître et traité comme tel », prescrivait un manuel militaire en 1963, lorsque les initiatives de Kennedy commençaient à fonctionner à grande échelle. Puisque les objectifs des guérillas sont « social-démocrate », le circuit des traîtres cibles était ample.

Pendant les années qui suivirent, la stratégie Kennedy-Yarborough fut développée et amplement appliquée dans notre petite région près d'ici, comme le décrivait Henry Stimson, secrétaire de guerre de Franklin Delano Roosevelt, à expliquer pourquoi les Etats-Unis avait le droit de contrôler leur propre système régional lorsque tous les autres furent démantelés. Une violente répression s'étendit sur tout l'hémisphère, commençant dans le Cône Sud et atteignant son pic maximum en Amérique Centrale dans la décade des années 80, lorsque le maître hémisphérique réagit avec une extrême violence devant les efforts de l'Eglise et autres « subversifs » pour affronter un terrible legs de misère et de répression [1]. L'avance de la Colombie en première position, entre les états criminels de « notre petite région », est en partie le résultat de la diminution du terrorisme d'état en Amérique Centrale, une fois atteint leurs objectifs, tels ceux en Turquie dix ans plus tard, laissant sur leur passage une culture de terreur que domestique les attentes de la majorité et qui mine les aspirations « d'alternatives différentes à celle des puissants », selon les paroles des jésuites salvadoriens, lesquels apprirent la leçon par le moyen d'amères expériences ; ceux qui ont survécus à l'attaque des Etats-Unis, bien sûr. Cependant, en Colombie, le problème d'établir des formes

autorisées de démocratie et de stabilité persiste, et est même rendu plus difficile. Une avenue serait de regarder en face les problèmes et les nécessités de la majorité pauvre. Une autre est de brandir les armes afin de maintenir les choses comme elles sont.

De façon hautement prévisible, l'annonce du Plan Colombie a conduit les guérillas à prendre des contre-mesures, en particulier à ce que ceux qui possèdent des fortunes supérieures à un million paient un « impôt révolutionnaire » ou affrontent la menace d'enlèvement (emprisonnement pour évasion fiscale, dans les termes des FARC). Le Financial Times de Londres explique le motif : « Aux yeux des FARC, le financement est nécessaire afin de combattre le feu par le feu. Le Gouvernement attend 1,3 milliard de dollars en aide militaire des Etats-Unis, apparemment pour des opérations anti-drogues ; les FARC croient que les nouvelles armes seront utilisées contre eux. Il paraît qu'ils sont prêts à s'armer avec visée sur la bataille », ce qui conduira à une escalade militaire et ruinera les fragiles négociations en cours.

En accord avec le reporter de NYT Larry Rohter, les « colombiens communs » sont irrités avec les négociations de paix du gouvernement, du fait qu'ils ont cédé aux FARC le contrôle d'une grande région que déjà ils contrôlaient ; et les habitants frustrés de la région s'opposent aussi aux guérillas (on ne cite aucune évidence de ceci). Le principal analyste militaire colombien Alfredo Rangel voit les choses de façon différente. Il note à rappeler aux interviewers que « les FARC possèdent un appui significatif dans les régions où ils opèrent », renseigne Alma Prieto. Rangel cite « l'habileté des FARC à lancer des attaques surprises en différentes parties du pays, un fait politiquement significatif, parce ce qu'en chaque occasion, un seul avertissement de la part de la population civile serait suffisant pour alerter l'armée », et cela ne se fait pas.

Le même jour que Rohter informait de la colère des « colombiens communs », le Financial Times laissait savoir qu'un forum novateur, dans la région contrôlée par les FARC, un des nombreux réalisés là, permettrait aux membres du public de participer aux actuelles conversations de paix. Ils vinrent de toutes les parties de la Colombie, parlèrent devant les caméras et se réunirent avec les leaders des FARC, incluant des dirigeants syndicaux, des entrepreneurs, des paysans et d'autres. Un leader syndical de Cali, la seconde ville en importance de Colombie, encouragea ceux qui croyaient qu'on en finirait avec le long conflit armé dont souffre le pays, en s'adressant aux leaders des FARC et du Gouvernement. Il adressa ses paroles au señor Marulanda, le vieux leader paysan des FARC qui, quelques minutes auparavant, avait intégré le groupe sous une ovation, disant que le chômage n'est pas un problème causé par la violence mais par le gouvernement et les entrepreneurs de ce pays. Les chefs d'entreprises parlèrent aussi mais furent harcelés avec des questions par une grande quantité de représentants syndicaux. Sur un fond de « vive les syndicats », un porte-parole des FARC exposa une des visions les plus claires sur le programme économique de leur organisation, appelant à un gel des privatisations, à instituer des subsides à l'énergie et à l'agriculture comme il se fait dans les pays riches, et à stimuler l'économie protégeant les entreprises locales. Le représentant du gouvernement souligna la croissance basée sur le secteur exportateur et la participation privée, décrivit cependant les déclarations des FARC comme « matière pour les négociations », si bien que les FARC « appuyés par l'évident mécontentement populaire à l'égard des politiques néo-libérales du gouvernement » argumentèrent que ceux qui ont monopolisé le pouvoir doivent le céder pendant les négociations.

Il est entendu que personne ne peut dire ce que pensent les colombiens communs (ou les américains communs), encore en temps de paix, beaucoup moins quand prévalent la terreur et la violence et qu'une grande partie de la population cherche à survivre sous des conditions de misère et de répression.

Le Plan Colombie est justifié officiellement en terme de « guerre aux drogues », une allégation prise au sérieux par peu d'analyste compétent. L'administration de combat aux drogues (DEA) aux Etats-Unis informe que tous les paliers du gouvernement de Colombie sont impliqués dans la corruption liée aux drogues. En novembre 1998, les Douanes des Etats-Unis et les inspecteurs de la DEA trouvèrent 415 kilogrammes de cocaïne et 6 kilogramme d'héroïne dans un avion de la Force Aérienne Colombienne qui avait atterri en Floride, ce qui conduisit à l'arrestation de plusieurs officiers et du personnel de la Force Aérienne. D'autres observateurs ont informé de la forte participation

des militaires colombiens dans le narcotrafic, et des militaires américains se sont trouvés impliqués. L'épouse du colonel James Hiatt a été déclarée coupable de conspiration pour contrebande d'héroïne de la Colombie à New York et, peu après, on informa que, du colonel Hiatt en charge des troupes américaines qui entraînaient les troupes de sécurité colombienne aux opérations anti-narcotiques, on s'attendait à ce qu'il soit déclaré coupable de complicité.

Les paramilitaires proclament ouvertement leur dépendance du commerce de la drogue. Cependant, la presse américaine et latino-américaine renseigne que « l'attaque financée par les Etats-Unis respecte les aires contrôlées par les forces paramilitaires, malgré que le chef des paramilitaires (Carlos Castano) reconnaissait durant une entrevue pour la télévision que 70% de leurs ressources financières provient du narcotrafic ». Les objectifs du Plan Colombie sont de constituer des forces guerrières ayant leur base dans le terroir et dont le but serait de provoquer un changement social intérieur, qui pourrait interférer avec l'intégration de la Colombie au système global, en des termes que les Etats-Unis exigent, c'est-à-dire, domination par les élites liées aux intérêts de pouvoir des Etats-Unis, qui leur concèdent le libre accès aux précieuses ressources de la Colombie, incluant son pétrole.

Dans la terminologie américaine, les FARC sont des narco guérilleros, un concept utile pour justifier la contre-insurrection ; mais qui a été critiqué d'une façon aiguë, et ce, basé sur les faits. Il y a un accord - et les leaders des FARC le disent - en ce que ces derniers comptent sur la production de coca pour se financer, sur laquelle ils perçoivent un impôt, comme ils le font avec d'autres commerces. Mais les guérillas sont quelque chose de différent des trafiquants, affirme Klaus Nyholm, lequel dirige le Programme de Contrôle des Drogues de l'ONU, qui possède des agents tout le long des régions productrices de drogues. Il décrit les fronts locaux des FARC comme « très autonomes ». Dans certaines aires, ils ne sont pas impliqués de façon absolue dans la production de coca et, dans d'autres, ils proposent aux paysans de ne pas la cultiver. Le spécialiste andin des drogues, Ricardo Vargas, décrit le rôle des guérillas comme centré prioritairement sur l'encaissement d'un impôt sur les cultures illicites. Ils ont réclamé un plan de développement pour les paysans qui pourrait permettre l'éradication de la coca sur la base de cultures alternatives. « Cela est tout ce que nous voulons », a annoncé publiquement leur chef, Marulanda, de même que d'autres voix de l'organisation.

Mais laissons ces sujets de côté et considérons d'autres questions. Pourquoi les paysans cultivent-ils la coca, et non d'autres cultures ? « Les paysans cultivent la coca et l'amapola, observe Vargas, à cause de la crise dans le secteur agricole des pays latino-américains, renforcée par la crise économique générale dans la région ». Il écrit que « les paysans commencèrent la colonisation de l'Amazonie colombienne dans la décennie des années 50, à partir du déplacement forcé des paysans par les grands propriétaires fonciers » et trouvèrent que la coca était « l'unique produit lucratif et de commercialisation facile ». Les pressions sur les plantations augmentèrent substantiellement lorsque les rancheros investisseurs et les fermiers commerciaux légaux créèrent et fortifièrent des armées privées - « les paramilitaires » - qui servirent dans le but d'exproprier les terres des indigènes par des moyens violents, de mêmes que les paysans et les colonisateurs, avec le résultat, qu'aujourd'hui, les narcotrafiquants contrôlent une grande partie des précieuses terres de la Colombie. Les bataillons de contre-insurrection armés et entraînés par les Etats-Unis ne s'attaquent pas aux trafiquants, note Vargas, mais a comme objectif « le maillon le plus fragile de la chaîne de la drogue : la production par les indigènes, les colonisateurs et les paysans ». La même chose se produit avec les armes chimiques et biologiques que Washington emploie, de façon expérimentale, à l'encontre des indications des fabricants. Ces mesures multiplient les dangers pour la population civile, l'environnement et l'agriculture légale. Elles détruisent les cultures légales comme celle de la yuca et de la banane, les sources aquifères, les pâturages, le bétail et toutes les cultures incluses dans les programmes de substitution, mêmes celles de projets bien établies par l'Eglise qui cherche à développer des alternatives à la production de coca. Il existe aussi des effets incertains mais potentiellement sévères sur « l'environnement de la forêt tropicale humide ».

Autant les programmes traditionnels des Etats-Unis que l'actuel Plan Colombie appuient les forces sociales qui contrôlent les gouvernements et les forces militaires-paramilitaires qui ont, en grande mesure, créé les problèmes avec leur rapacité et leur violence. Les blancs sont toujours les « victimes » habituelles.

Il y a d'autres facteurs qui opèrent afin d'augmenter la production de la coca. La Colombie fut, il y a quelque temps, un producteur de blé. Cela fut miné dans la décennie des années 50 par le Programme d'aide Alimentaire pour la Paix, programme qui proportionna les allocations des contribuables aux agro-industries américaines avec fonds de contre-partie aux états clients qui, habituellement, furent utilisés par ces derniers en dépenses militaires et de contre-insurrection. Une année avant que le président Bush annonce à grand coup de fanfare (une fois de plus) la « guerre aux drogues », l'accord international sur le café fut suspendu sous la pression américaine fondée sur les « violations au commerce propre ». Le résultat fut une chute des prix de plus de 40% en deux mois pour le principal exportateur légal colombien.

D'autres facteurs sont discutés par l'économiste politique Susan Strange dans son dernier livre. Dans les années 60, les gouvernements du G-77 (maintenant 133, représentant 80% de la population mondiale) lancèrent une initiative pour un « nouvel ordre économique international », où les nécessités de la majorité de la population mondiale seraient une préoccupation primordiale. Des propositions spécifiques furent formulées à la Conférence de l'ONU sur le Commerce et la Développement (UNCTAD), qui fut établie en 1964 afin de créer un système de commerce international consistant avec la promotion du développement économique et social. Les propositions de l'UNCTAD furent écartées sommairement par les grandes puissances, de même qu'un appel à un nouvel ordre international en général ; les Etats-Unis, en particulier, insiste en ce que le développement n'est pas un droit et que ce serait insensé et une incitation dangereuse de soutenir le contraire, en accord avec les provisions socio-économiques de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ce que les Etats-Unis rejettent. Le monde s'est mû - ou, plus exactement, fut déplacé - vers un nouvel ordre économique mondial, suivant un cours différent, au service des nécessités d'un secteur différent, celui des concepteurs de ce cours - difficilement cela fut une surprise - à moins que quelqu'un devrait se surprendre de ce que la doctrine standard, la façon instituée de globalisation doit se présenter comme un processus inexorable face auquel il n'y a pas d'alternatives, en la cruelle phrase de Margaret Thatcher.

Une proposition initiale de l'UNCTAD consistait en un programme afin de stabiliser les prix sur les biens économiques, une pratique qui est standard dans les pays industrialisés, au moyen de quelque forme de subside, malgré que ce fût menacé brièvement aux Etats-Unis, lorsque le Congrès était dominé, en 1994, par l'ultra droite qui, paraît-il, créèrent leur propre rhétorique, pour la grande consternation des chefs d'entreprises qui comprennent que la discipline du marché est pour ceux qui peuvent se défendre d'elle. Les parvenus idéologiques du libre marché reçurent bien vite des leçons de comment se comporter ou furent renvoyés à la maison, mais pas avant que le Congrès approuve, en 1996, la Loi de la liberté agraire afin de libérer l'économie américaine des « programmes socialistes de l'Allemagne Orientale du New Deal », selon le paroles Newt Gingrich, en terminant avec les subsides qui provoquent la distorsion du marché - qui, rapidement, furent triplés, atteignant un record de 23 milliards de dollars en 1999, et programmés pour augmenter encore plus. Cependant, le marché a réalisé sa magie : les subsides du contribuable vont, de façon disproportionnée, aux grandes agro-industries et aux oligopoles corporatifs, qui dominent l'entrée et la sortie du commerce, observe correctement Nicholas Kristof. Ceux qui possèdent un pouvoir de marché dans la chaîne alimentaire (depuis les corporations énergétiques jusqu'aux détaillants) jouissent des grands bénéfices, tandis que la crise agricole, qui est réelle, se concentre sur le milieu de la chaîne, les petits agriculteurs, ceux qui produisent l'aliment.

Un des principaux vecteurs de l'histoire économique moderne est que les dispositifs utilisés par les riches et les puissants afin de s'assurer la protection de l'état nourricier ne seront pas disponibles pour les pauvres. En accord avec cela, l'initiative de l'UNCTAD pour stabiliser les prix fut rapidement renversée ; l'organisation a été pratiquement marginalisée et domestiquée avec d'autres qui reflètent, en quelque mesure pour le moins, les intérêts de la majorité globale. Révisant ces faits, Strange observe que les agriculteurs furent poussés vers les cultures pour lesquelles il y avait un marché stable. L'agro-industrie de grande échelle peut tolérer la fluctuation dans les prix, compensant les pertes temporaires par d'autres zones. Les paysans pauvres ne peuvent dire à leurs enfants : « ne vous inquiétez pas, peut-être aurez-vous quelque chose à manger l'année prochaine ». Le résultat, continue Strange, fut que les entreprises de la drogue purent facilement trouver des agriculteurs disposés à cultiver la coca, du cannabis et de l'opium, pour lesquels « il y a toujours un marché ouvert dans les sociétés riches ».

D'autres programmes des Etats-Unis et des institutions mondiales qui dominent magnifient ces effets. Le Plan de Clinton pour la Colombie inclut non seulement des fonds symboliques pour les cultures alternatives et rien pour les aires sous contrôle de la guérilla, quoique les chefs des FARC aient exprimé, de façon répétée, leur espérance qu'on proportionne les alternatives afin que les paysans ne se voient pas forcés à cultiver la coca. Vers la fin de 1999, les Etats-Unis avaient dépensé un total de 750 mille dollars en programmes alternatifs de développement, nous informe le Centre pour la Politique Internationale, tout en culture d'ampola, loin des plaines du sud, celles auxquelles s'adressait le Plan qui annonçait une assistance aux civils qui seraient déplacés par la pression sur le sud de la Colombie, une partie du Plan que le Centre, de façon concrète, trouve spécialement inquiétante. L'administration Clinton insista aussi - en relation avec les objectifs du gouvernement colombien - à ce que quelconque accord de paix devait permettre la destruction de culture et autres opérations anti-narcotiques des Etats-Unis en Colombie. Les approximations constructives n'étaient pas prohibées mais étaient affaire des autres. Les Etats-Unis se concentreront dans les opérations militaires qui, ô hasard, bénéficieront aux industries de technologie de pointe qui produisent l'équipement militaire et participent d'un ample groupe de pression en faveur du Plan, uni à Occidental Petroleum, qui possède de grands investissements en Colombie, ainsi que d'autres corporations.

De plus, les programmes de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International (FMI) demandent que les pays ouvrent leurs frontières à une pluie de produits agricoles (hautement subventionnés) des pays riches, avec l'effet évident de démanteler la production locale. Ces déplacés sont, ou bien poussés vers les quartiers marginaux des villes (faisant baisser les salaires pour les investisseurs étrangers), ou bien instruits afin de se convertir en « paysans rationnel » qui produisent pour le marché extérieur et cherchent le prix les plus hauts - ce qui se traduit par coca, cannabis et opium. Ayant appris leur leçon de façon adéquate, ils sont alors récompensés par des attaques d'hélicoptères d'assaut pendant que leurs champs sont détruits au moyen de produits chimiques et d'armes biologiques, courtoisie de Washington.

La même chose se produit, sans beaucoup de variante, à travers toute la région andine. Les problèmes apparurent brièvement aux yeux de l'opinion publique pendant le débat sur le Plan Colombie. Le 8 avril, le gouvernement de Bolivie déclara l'état d'urgence à la suite de protestations massives fermant la ville de Cochabamba, troisième ville de Bolivie. Les protestations eurent pour origine la privatisation du système d'eau publique et la grande augmentation des prix de l'eau à un niveau dépassant les possibilités d'une grande partie de la population. La toile de fond est une crise économique attribuée, en partie, aux politiques néo-libérales qui culminèrent avec la guerre aux drogues, qui a détruit plus de la moitié de la feuille de coca du pays, laissant les « paysans rationnels » dans la misère. Une semaine plus tard, les agriculteurs bloquèrent une route près de la ville de La Paz afin de protester contre l'éradication de la feuille de coca, leur unique moyen de survie qui leur reste, sous les réformes, telles qu'elles ont été appliquées.

A l'information sur les protestations contre le prix de l'eau et les programmes d'éradication, le Financial Times observe que la Banque Mondiale et le FMI voient la Bolivie comme un modèle, une des heureuses histoires du Consensus de Washington. Mais à la suite de protestations d'avril, nous pouvons voir que le succès des programmes d'éradication au Pérou et en Bolivie ont apporté avec eux un haut coût social. Le journal cite un diplomate européen qui raconte que « jusqu'à il y a quelques semaines, la Bolivie était considérée comme un modèle réussi » - à tout le moins par quelques-uns - ; pour ceux qui considèrent un pays sans se soucier de sa population. Mais maintenant, continuant, « la communauté internationale doit reconnaître que les réformes économiques n'ont rien fait pour résoudre les croissants problèmes de la pauvreté » : bel euphémisme. Le Secrétaire de la Conférence Episcopales Bolivienne, lequel a servi de médiateur afin d'en terminer avec la crise, décrit le mouvement de protestation comme « le résultat de l'extrême pauvreté. Les demandes de la population locale doivent prises en compte si nous voulons une paix durable ».

Les protestations de Cochabamba étaient dirigées contre la Banque Mondiale et la corporation Bechtel ayant siège social à San Francisco et à Londres, le principal pouvoir financier derrière le conglomérat transnational qui acheta le système d'eau public dans un contexte d'accusations sérieuses de corruption et de pots-de-vin, et qui

immédiatement doubla les tarifs pour beaucoup de consommateurs pauvres. Sous la pression de la Banque Mondiale, la Bolivie a vendu une grande partie de son patrimoine à des corporations (quasiment toujours étrangères) privées. La vente du système d'eau public et l'augmentation déchaînèrent des mois de protestations qui culminèrent avec la démonstration qui paralysa la ville. Les politiques du Gouvernement se sont pliées aux recommandations de la Banque Mondiale disant « de ne pas octroyer de subsides pour amortir l'augmentation des tarifs » : tous les utilisateurs, même les plus pauvres, doivent payer le tarif en entier. A travers Internet, les activistes en Bolivie appelèrent à des protestations internationales, qui eurent un impact significatif, présumément amplifié par les protestations concurrentes à Washington contre les politiques de la BM et du FMI. Bechtel se retira et le Gouvernement résilia la vente. Mais une longue et difficile lutte reste à venir.

Pendant que la loi martiale était décrétée en Bolivie, un article de presse à partir du sud de la Colombie, décrivait la peur croissante de ce que les avions de fumigations en étaient arrivés à « jeter leur venin sur les champs de coca, ce qui aussi détruirait les cultures de subsistance des paysans, causerait des troubles sociaux massifs et fomenterait la menace toujours présente de violence ». La peur, la colère généralisée reflètent le niveau de frayeur et de confusion dans cette partie de la Colombie, lorsque les Etats-Unis réalisent une guerre chimique et biologique afin de détruire une production de coca.

Une autre question nous guette, dans le fond, non très loin. Quel droit ont les Etats-Unis de réaliser des opérations militaires et une guerre chimique/biologique dans d'autres pays, afin de détruire une culture qui ne leur plaît pas ? Nous pouvons laisser de côté la réponse cynique que les gouvernements ont requis cette « assistance », comme si elle ne le fut pas sous menaces. Nous devons pour le moment nous demander si les autres ont le même droit extraterritorial à la violence et à la destruction que les Etats-Unis réclament.

Le nombre de Colombiens qui meurent à cause des drogues létales produites aux E.U. excède le nombre d'Américains qui meurent par la cocaïne, et est beaucoup supérieur en regard à la population. En Asie Orientale, les drogues létales produites aux E.U. sont liées à des millions de morts. Ces pays sont poussés, non seulement à accepter ces produits, mais de plus, à accepter leur publicité, sous menace de sanctions commerciales. Les effets d'un marché agressif et publicisé de la part d'entreprises américaines sont, en bonne mesure, responsables d'une... considérable augmentation dans le taux de femmes et de jeunes fumeurs dans les pays d'Asie dont les portes furent ouvertes de force sous la menace de sévères sanctions commerciales de la part des E.U., concluent les chercheurs en santé publique. En contraste, on ne permet pas aux cartels colombiens de faire des campagnes publicitaires où une contre-partie de Joe Camel loue les merveilles de la cocaïne.

Nous sommes pour le moment en conditions, et de fait moralement obligés, à demander si la Colombie, la Thaïlande, la Chine et autres objectifs des politiques commerciales et de promotion d'exportations létales des E.U. ont le droit de conduire une guerre militaire, chimique et biologique en Caroline du Nord. Et sinon, pourquoi non ?

Nous pourrions demander pourquoi il n'y a pas d'opérations de la Force Delta sur les banques et corporations chimiques américaines, lorsque ce n'est nullement secret qu'elles sont aussi impliquées dans le commerce de la drogue.

Et pourquoi le Pentagone ne s'apprête pas à attaquer le Canada, qui est en train de remplacer la Colombie et le Mexique avec la marijuana de haute qualité qui maintenant est transformée en le produit agricole le plus rentable de la Colombie Britannique, et en un de ses plus importants secteurs de son économie, joint au Québec et suivi de près par le Manitoba, avec un décuplement de la production seulement dans les deux dernières années. Ou, pour attaquer les E.U., un important producteur de marijuana avec une production en rapide expansion, qui inclue des serres hydroponiques et le traditionnel centre de fabrication illicite de drogues de hautes technologies (ETA, stimulants de type amphétamines) le secteur des drogues en plus rapide croissance avec 30 millions d'utilisateurs au niveau mondial, dépassant probablement l'héroïne et la cocaïne.

Il n'y a pas de nécessité à revoir en détail les effets létaux des drogues américaines. La Cour Suprême de Justice concluait récemment qu'il a été « amplement démontré » que le tabac est peut-être la principale menace singulière à la santé publique aux E.U., responsable de plus de 400 mille morts annuelles, plus que le Sida, les accidents d'automobiles, les drogues illégales, les suicides et les incendies, tous réunis. La Cour, pratiquement, pria instamment le Congrès à légiférer. Comme l'usage de cette substance létale a été réduit aux E.U., et les fabricants obligés à payer de substantielles indemnités à des victimes, ces premiers se sont déplacés sur des marchés étrangers, autre pratique standard. Le nombre de morts est incalculable. Richard Peto, épidémiologue à l'Université d'Oxford, estime que seulement en Chine, entre les enfants qui aujourd'hui ont moins de 20 ans, 50 millions mourront de maladies en relation avec la cigarette, un nombre substantiel dû à la doctrine du libre commerce, hautement sélectif des Etats-Unis.

En comparaison avec les 400 mille morts causées chaque année aux E.U. par le tabac, les morts en relation avec les drogues atteignirent un record de 16 000 en 1997. D'autre part, seulement 4 sur 10 des intoxiqués qui auront besoin d'un traitement le recevront, selon un rapport de la Maison Blanche. Ces faits projettent de nouvelles questions sur les motifs de la guerre aux drogues. Le sérieux de la préoccupation au sujet de l'usage des drogues fut illustré de nouveau lorsqu'une Commission Parlementaire étudia le Plan Colombie de Clinton. On rejeta un amendement proposé par Nancy Pelosi, Démocrate pour la Californie, réclamant le financement de services destinés à la réduction de la demande de drogues. Il est bien connu que ces derniers sont beaucoup plus effectifs que les mesures par la force. Une étude amplement citée par la corporation Rand, financée par l'armée des E.U. et l'Office de la Politique Nationale de Contrôle des Drogues, trouva que les fonds dépensés dans le traitement domestique des intoxiqués furent 23 fois plus efficaces que le « contrôle » du pays d'origine (Plan Colombie), 11 fois plus efficaces que la limitation de l'offre et 7 fois plus que l'application des lois domestiques. Mais on ne suit pas le chemin le plus économique et le plus efficace. En contre-partie, la guerre aux drogues attaque les paysans pauvres à l'extérieur, et les gens pauvres aux E.U. ; par le moyen de l'utilisation de la force, non de mesures constructives afin de soulager les problèmes à un coût beaucoup moindre.

Pendant que l'on préparait le Plan Colombie de Clinton, les fonctionnaires de haut rang de l'administration discutèrent une proposition de l'Office du Budget et de l'Administration consistant à prélever 100 millions des 1 300 millions de dollars alors projetés pour la Colombie, afin de les dédier au traitement des intoxiqués américains. Il y eut une opposition quasi unanime, particulièrement du « tsar des drogues » Barry McCaffrey, et la proposition fut laissée de côté. En contraste, lorsque Richard Nixon - sous beaucoup d'aspects le dernier président libéral - déclara une guerre aux drogues en 1971, deux tiers des fonds furent affectés au traitement qui devint disponible pour un nombre record d'intoxiqués : il se produisit une drastique réduction dans les arrestations liées aux drogues et dans le nombre d'incarcérations, ainsi que dans le taux de délits. A partir de 1980, cependant, la guerre contre les drogues a subi un virage vers le châtement des délinquants, la vigilance aux frontières et le combat à la production dans les pays d'origine, nous informe John Donnelly dans le Boston Globe. Une conséquence est l'énorme accroissement des délits (souvent sans victime) en relation avec les drogues, et un accroissement explosif de la population carcérale, atteignant des niveaux très au-dessus de n'importe quel pays industrialisé, et possiblement établissant un record mondial, sans effet perceptible sur la disponibilité ou le prix des drogues.

De telles observations, bien simples, suscitent la question sur : « De quoi s'agit-il lorsqu'on parle de la guerre aux drogues » ? Il est amplement reconnu qu'elle échoue dans son intention d'atteindre ses fins déclarées, et que les méthodes erronées sont encore utilisées plus vigoureusement pendant que les méthodes efficaces sont laissées de côté. Il est pourtant naturel de conclure que la guerre aux drogues, dans sa forme durement punitive appliquée depuis 1980, n'est pas stérile, elle continue d'atteindre ses objectifs. Quels sont ses objectifs ? Une réponse plausible demeure implicite dans un commentaire du sénateur Daniel Patrick Moynihan, un des rares sénateurs qui prête une bonne attention aux statistiques sociales. Prenant ces données, il observe « nous sommes en train de choisir d'avoir un grand problème délictueux concentré dans les minorités ». Le criminologue Michael Tonry conclue que « les planificateurs de la guerre savent parfaitement ce qu'ils sont en train de faire ». Ce qu'ils sont en train de faire c'est premièrement, enlever la « population superflue », les « gens jetables » comme on les appelle en Colombie, où ils sont éliminés à travers le « nettoyage social » ; et deuxièmement, effrayer tous les autres, ce qui

Le Plan Colombie : Les véritables objectifs

n'est pas une tâche moindre dans une période où on impose une forme domestique « d'ajustement structurel » avec des coûts significatifs pour la majorité de la population.

Pendant que la guerre aux drogues sert occasionnellement et, plus souvent qu'autrement, dégrade la santé publique et la sécurité, conclue une étude bien documentée des chercheurs de Partners in Health, elle sert habituellement les intérêts de la richesse privée : intérêts révélés dans le schéma « gagnant-perdant », « objectifs et non-objectifs », « financés et non-financés », généralement en accord avec les principaux intérêts des politiques des E.U. au niveau intérieur et extérieur, et avec le secteur privé qui possède « influence asservissante sur la politique ».

On peut débattre des motifs, mais les conséquences aux Etats-Unis et à l'extérieur paraissent raisonnablement claires.

(1) Voir Monde Diplomatique : Le Plan Condor.

Traduit de l'espagnol par : Pierre Trottier , mars 2003. Trois-Rivières , Québec , Canada

Post-scriptum :

[1]

[1] Oulala.net-http://www.oulala.net/Portail/article.php3?id_article=538